

SOUS LE SIGNE DU MENSONGE: FERA-T-ON ÉCLATER LA BOMBE FRANÇAISE?

Dans le concert de folie universelle la France était en retard d'un point.

C'était plus qu'il n'en fallait pour remuer la tripe patriotique de ceux pour qui le progrès est représenté par la destruction des cités, le déplacement des populations et les multiplications de leucémies et autres maux incurables.

Vive la bombe! et chantons la Marseillaise!

Cependant dans le pays de «*Moi de Gaulle*», il s'est trouvé deux français: Esther Peter et Pierre Martin pour se joindre à une marche protestataire qui, partie du Ghana, prétendait se rendre sur les lieux mêmes où devait se produire l'explosion.

Faut-il ajouter que tous les membres de cette expédition pacifique avaient demandé leurs passeports pour la Haute-Volta, Le Niger, le Soudan et le Sahara.

A tous ils furent refusés et, questionné à New York à ce sujet, M. Jules Moch (Socialiste à ce qu'on dit) déclara que l'équipe serait arrêtée dès qu'elle mettrait les pieds en territoire français.

Après une préparation de deux mois qui permit aux participants de collecter une somme de quatorze millions, d'acheter des camions avec haut-parleurs, d'éditer des tracts en quatre langues, la troupe quittait Accra capitale du Ghana le 6 décembre suivie de nombreuses voitures amies.

En dépit d'un départ matinal (6 heures) une foule immense acclamait et encourageait ceux qui allaient tenter de s'opposer aux expériences guerrières et aux séquelles qui leur font suite même en temps de paix.

L'on doit rappeler que le Ghana qui fut le premier pays africain à accéder à l'indépendance, fut aussi le premier à protester contre l'armement nucléaire, M. Quaye, président du conseil municipal d'Accra avait rapporté des souvenirs d'horreur de Hiroshima où, quatorze ans après l'explosion, celle-ci exerçait, encore ses dommages et le Ghana dans son entier, par le canal des principales organisations, avait suivi Monsieur Quaye dans sa lutte contre le péril atomique.

Cependant le 9 décembre les protestataires (au nombre de vingt) pénétraient en Haute-Volta, accompagnés jusqu'à la frontière par une foule délirante.

Vingt-six kilomètres plus loin à Bittou, elle était arrêtée par un inspecteur français flanqué de gendarmes, qui intima l'ordre aux manifestants de rebrousser chemin.

La révérend Scott, chef moral de cette expédition refusa de se soumettre et demanda que sa réponse fut donnée au gouvernement de Ouagadougou, avec sa demande de poursuivre le voyage qu'il s'était assigné.

Il lui fut dit que ceci relevant du ministère des Affaires étrangères à Paris, et que les Affaires étrangères étant communes la réponse serait la même.

Devant l'insistance du révérend Scott, l'inspecteur consentit à prendre de nouvelles instructions à Paris.

Le lendemain des renforts policiers arrivaient de Ouagadougou: 100 gendarmes armés de fusils, révolvers et mitraillettes et nanti d'une radio.

Le 11 décembre, aucune réponse n'étant parvenue des autorités, une lettre fut remise au chef de poste par l'équipe considérant ne plus pouvoir attendre et décidant de poursuivre son voyage.

Immédiatement un cordon de policiers entoura le camp, bloquant la route à l'avant et à l'arrière par des camions.

Dans le même temps on déclarait à Paris à des journalistes étrangers *«qu'aucune expédition protestataire ne s'était présentée en Haute-Volta et que, d'ailleurs, si tel avait été le cas, Paris en aurait été informé dans les deux heures»*.

Cependant, mieux renseignés que les habitants de la douce France et que les vertueux représentants de celle-ci, des Américains manifestaient à New York, devant les Nations Unies, réclamant le libre passage de l'équipe; des faits analogues avaient lieu dans plusieurs pays africains.

Tenus en quarantaine, il fut interdit au révérend Scott et à ses compagnons de distribuer des tracts et même de parler à la population.

Ceux-ci ayant passé outre, les gendarmes s'en prirent aux indigènes qui pouvaient se trouver touchés par cette propagande.

Après six jours, devant le refus des forces policières à transmettre une lettre adressée au président de la République de la Haute-Volta, les manifestants se repliaient à Bolgatanga, au Ghana, généreusement escortés par la gendarmerie jusqu'à la frontière.

Deux jours plus tard une équipe réduite à sept membres et toujours conduite par le révérend Scott alla jusqu'à Pô, en territoire de Haute-Volta, où elle fut arrêtée et encerclée.

Radio-Ghana ayant donné connaissance en français de l'expédition et des écueils auxquels elle s'était heurtée, un reporter d'une agence de presse se déplaça spécialement pour prier le révérend Scott de bien vouloir enregistrer sur bande magnétique une déclaration niant la présence des gardes armés autour de lui.

D'aussi patriotiques mensonges dispensent de tout commentaire.

Le révérend Scott refusa et, pour protester contre l'arbitraire auquel ils étaient soumis, les sept membres de l'expédition décidèrent de bloquer la route en s'y installant par groupes de trois ou quatre.

On construisit alors une déviation par laquelle on obligea les véhicules à passer.

Le 26 décembre, malgré les ordres qu'ils avaient reçus de ne pas communiquer avec la population, les manifestants utilisaient les haut-parleurs. Menace leur fut faite de leur couper l'eau en cas de récidive; le lendemain, les haut-parleurs retentissaient à nouveau et ils étaient confisqués.

Le 1er Janvier, les protestataires tentent de reprendre la route; les véhicules sont saisis. Ils veulent poursuivre à pied; quelques kilomètres plus loin on les arrête et, après les avoir gardés une journée, on les ramène au Ghana sous escorte armée.

Dans le même temps Pierre Martin, après avoir adressé une lettre aux autorités françaises, restée naturellement sans réponse, et par laquelle il réclamait le libre passage de l'équipe, s'installe sous les fenêtres de l'ambassade de France à Accra et commence le 24 décembre un jeûne de protestation.

Il devait le poursuivre douze jours, douze jours au cours desquels des milliers de personnes vinrent l'encourager dans la lutte, le soutenir dans son effort et l'approuver dans ses buts, douze jours au cours desquels l'ambassade de France retentit des rumeurs de la foule, douze jours qui se terminèrent par le

départ de notre camarade porté en triomphe sur les épaules de deux ministres ghanaéens et par le discours de M. Gbedemah dont on peut relever cette phrase: *«Durant ces douze jours de jeûne, durant cette longue souffrance que vous avez endurée sous le soleil, dans la poussière et le tumulte de la rue, vous nous avez appris Pierre Martin que la France n'a pas seulement ce visage d'épouvante et de destruction qui après l'Algérie, veut maintenant s'étendre sur nos pays, mais encore ce visage de courage serein de sacrifice et de dévouement au service de l'humanité où nous la reconnaissons mieux».*

Ajoutons enfin que le Ghana, où le français était la première langue au programme des écoles, refuse de se la voir encore enseignée, si le projet d'explosion de la bombe n'est pas annulé. L'ambassadeur a conjuré de Gaulle d'y renoncer au nom du prestige de la France.

De tout cela et de ce qui précède, l'habitant moyen de notre pays ne sait rien, pas plus qu'il ne sait la température de l'opinion mondiale à notre endroit, pas plus qu'il ne sait que le désert où doit éclater la bombe est à proximité des oasis où vivent des dizaines de milliers d'hommes; il est moins bien renseigné sur la politique de la France et du monde que l'indigène des pays africains.

Le gouvernement s'obstine dans la vanité de ses ambitions, la presse (à quelques heureuses exceptions près) observe la loi du silence quand ce n'est pas celle du mensonge.

Les chefs d'Etat mentent, les journaux mentent en lettres imprimées ou tentent de faire mentir sur bande magnétique, tout le monde ment et le peuple dort. Le réveil risque d'être brutal.

Maurice LAISANT.
